

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels



BUREAU, 170^e
SÉANCE

Vendredi 29 septembre 1967,
à 17 h 20

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
<i>Adoption de l'ordre du jour de la vingt-deuxième session et répartition des questions inscrites à l'ordre du jour: mémoire du Secrétaire général (suite)</i>	
<i>Demande d'inscription d'une question nouvelle à l'ordre du jour: question proposée par le Secrétaire général</i>	33

Président: M. Corneliu MANESCU (Roumanie).

Adoption de l'ordre du jour de la vingt-deuxième session et répartition des questions inscrites à l'ordre du jour: mémoire du Secrétaire général (*suite*) [A/BUR/168 et Corr.1, A/BUR/168/Add.1 à 3]

DEMANDE D'INSCRIPTION D'UNE QUESTION NOUVELLE A L'ORDRE DU JOUR: QUESTION PROPOSÉE PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL (A/6832/REV.1)

1. M. NARASIMHAN (Sous-Secrétaire aux affaires de l'Assemblée générale) dit qu'à la 169^{ème} séance le Secrétaire général, parlant au sujet du point 97 du projet d'ordre du jour (A/BUR/168/Add.3), a pu informer le Bureau qu'il avait reçu des renseignements officiels selon lesquels les personnalités guinéennes détenues à Abidjan avaient été libérées par la Côte d'Ivoire, et les ressortissants et résidents de la Côte d'Ivoire détenus à Conakry avaient été libérés par la Guinée. Le Secrétaire général a ajouté que si le problème pratique immédiat concernant ces deux pays est maintenant résolu, cet incident met néanmoins en jeu une question de principe très importante, relative aux privilèges et immunités définis à l'Article 105 de la Charte et dans la section 11 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général estime donc devoir maintenir sa demande d'inscription d'une question nouvelle à l'ordre du jour, en apportant toutefois au titre et au mémoire explicatif les modifications nécessaires pour tenir compte du changement de nature de cette question, dû à la solution du problème pratique immédiat. Il est convaincu qu'à cause des principes en jeu, et abstraction faite de la situation qui l'a amené à faire sa première demande (A/6832), le Bureau et l'Assemblée générale souhaiteront tous deux être saisis de la question de savoir s'il n'y a pas lieu de réaffirmer les privilèges et immunités dont il s'agit. C'est uniquement aux fins de cette réaffirmation que le Secrétaire général soumet à nouveau sa demande d'inscription à l'ordre du jour d'une question maintenant intitulée "Réaffirmation d'une immunité importante des représentants des Etats Membres

auprès des organes principaux et subsidiaires des Nations Unies et aux conférences convoquées par les Nations Unies". Cette nouvelle demande et le mémoire explicatif qui y est joint ont été distribués aux membres du Bureau sous la cote A/6832/Rev.1. Si le Bureau décide de recommander l'inscription de cette question à l'ordre du jour, le Secrétaire général suggère de la renvoyer à la Sixième Commission, car il s'agit d'une question de caractère juridique et formel.

3. Au cas où cette question serait inscrite à l'ordre du jour, le Secrétaire général espère vivement que les Etats Membres examineront le problème plus général de la réaffirmation des privilèges et immunités ainsi visés.

4. M. BERARD (France) remercie le Secrétaire général et son personnel des efforts qu'ils ont déployés pour résoudre le problème délicat posé par la situation qui s'était créée entre la Guinée et la Côte d'Ivoire. Le point proposé maintenant par le Secrétaire général soulève une question importante dont l'Assemblée générale devrait certainement débattre. Toutefois, le libellé de ce point, tel qu'il figure dans la demande d'inscription (A/6832/Rev.1), comporte les mots "une immunité importante", alors que, dans la déclaration qu'il vient de faire au nom du Secrétaire général, le Sous-Secrétaire aux affaires de l'Assemblée générale a parlé de "réaffirmer les privilèges et immunités". Le représentant de la France suggère donc d'intituler cette question "Réaffirmation des immunités des représentants des Etats Membres ...".

5. M. MALECELA (République-Unie de Tanzanie) accueille avec satisfaction la libération des personnalités guinéennes illégalement détenues en Côte d'Ivoire et remercie le Secrétaire général du rôle qu'il a joué dans le dénouement de ce problème. Le représentant de la Tanzanie n'a pas d'opinion très arrêtée quant à la suggestion du représentant de la France, mais il serait heureux que ce dernier avance quelques arguments nouveaux pour justifier l'emploi du mot "immunités". Le Secrétaire général a certainement consulté le Conseiller juridique pour rédiger le titre de cette question et la délégation tanzanienne préférerait que l'on conserve le libellé original. La question devrait d'abord être débattue en séance plénière, puis renvoyée à la Sixième Commission.

6. M. MOLINA UREÑA (République Dominicaine) accueille avec satisfaction la libération des ressortissants guinéens détenus en Côte d'Ivoire et rend hommage au Secrétaire général, qui a contribué à résoudre ce problème. Le représentant de la République Dominicaine estime, comme le représentant de la France, que le point considéré ne devrait pas

concerner une immunité particulière mais englober toute la question des immunités.

7. M. KHLESTOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) est heureux de noter le rôle positif du Secrétaire général dans le règlement du problème particulier qui s'est posé entre la Guinée et la Côte d'Ivoire. La délégation de l'URSS est également d'avis qu'il s'agit d'une question importante, car les représentants ne peuvent remplir leur tâche qu'à condition que leur soient garanties des immunités pleines et entières. La question doit être débattue à fond, et le représentant de l'URSS appuie la suggestion du représentant de la République-Unie de Tanzanie tendant à l'examiner d'abord en séance plénière.

8. M. EL BOURI (Libye) félicite la Guinée et la Côte d'Ivoire de l'esprit de compréhension dont elles ont fait preuve en réglant leurs problèmes et en renouant des relations amicales. Il convient également de remercier le Secrétaire général des efforts qu'il a déployés pour amener un heureux dénouement, conforme aux intérêts non seulement des pays en cause, mais encore de l'Organisation des Nations Unies en général. Comme certains orateurs précédents, le représentant de la Libye est d'avis que ce problème particulier a soulevé d'importantes questions de principe dont l'Assemblée générale doit discuter franchement afin d'éviter le retour de tels incidents. C'est pourquoi il appuie la proposition visant à inscrire cette question à l'ordre du jour.

9. L'Assemblée générale doit réaffirmer les dispositions de l'Article 105 de la Charte et de la section 11 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies. Elle doit également demander aux Etats Membres de veiller à ce que les représentants auprès de l'Organisation des Nations Unies jouissent de l'immunité, pour ce qui est de l'arrestation et de la détention, pendant les voyages qu'ils effectuent pour se rendre aux réunions organisées par les Nations Unies et pour en revenir. Le représentant de la Libye espère que cette question n'entraînera pas de longues discussions et ne prêterà pas à polémiques, mais sera débattue sur le plan des principes et d'un point de vue juridique. Il ressort clairement du libellé de l'Article 105 qu'il ne s'agit pas seulement de la liberté personnelle de chaque représentant, mais aussi du prestige et de l'indépendance de l'Organisation des Nations Unies elle-même. Le représentant de la Libye appuie la suggestion du représentant de la République-Unie de Tanzanie tendant à ce que cette question soit examinée d'abord en séance plénière, puis renvoyée à la Sixième Commission.

10. M. ZOLLNER (Dahomey) remercie le Secrétaire général de la part qu'il a prise à la libération des détenus et partage le point de vue selon lequel il faut que les privilèges et immunités des représentants soient respectés et garantis. Toutefois, il est assez difficile d'accepter le libellé proposé par le Secrétaire général. L'Assemblée générale doit prendre des dispositions pratiques pour garantir tous les privilèges et toutes les immunités et ne pas s'en tenir à une immunité particulière, comme l'a fait le Secrétaire général en libellant cette question. Le titre actuel ne définit pas l'immunité considérée et, en outre, il laisse supposer que certaines immunités sont plus

importantes que d'autres, alors qu'en fait toutes les immunités sont également valables. Le représentant du Dahomey estime donc, comme le représentant de la France, qu'il faut parler d'"immunités" plutôt que d'"une immunité importante".

11. On ne voit pas très bien non plus comment on peut réaffirmer une immunité. Une immunité n'est pas un principe; elle résulte d'un accord contractuel. Les immunités des représentants découlent d'un accord dont les dispositions ne lient que les gouvernements qui y sont parties. Parmi les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, moins de 100 — dont le Dahomey — ont signé la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies. L'Assemblée générale ne doit donc pas réaffirmer une immunité isolée, mais rappeler l'existence de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies et inviter les Etats à devenir parties à cette Convention. Le représentant du Dahomey propose d'intituler cette question "Mesures visant à mettre en œuvre les privilèges et immunités des représentants des Etats Membres auprès des organes principaux et subsidiaires des Nations Unies et aux conférences convoquées par les Nations Unies, ainsi que les obligations des Etats en ce qui concerne la protection du personnel et des biens diplomatiques".

12. M. TOMEH (Syrie) exprime la satisfaction de sa délégation devant l'heureux dénouement du différend qui a opposé la Guinée et la Côte d'Ivoire et rend hommage au Secrétaire général et à son personnel pour les efforts qu'ils ont déployés. Le point proposé par le Secrétaire général soulève une très importante question de principe qu'il faut étudier à fond. Comme les représentants de la République-Unie de Tanzanie et de la Libye, le représentant de la Syrie estime qu'il faut d'abord l'examiner en séance plénière, puis la renvoyer à la Sixième Commission.

13. M. BENITES (Equateur) appuie la suggestion du représentant de la France, car toutes les immunités sont également importantes, et il serait imprudent d'en isoler une en particulier. Pour ce qui est de la procédure, le représentant de l'Equateur estime que le Bureau doit d'abord décider de l'inscription de la question et ensuite discuter du libellé.

14. M. FAHMY (République arabe unie) rend hommage au Secrétaire général pour les efforts qu'il a déployés comme médiateur et félicite les deux pays intéressés de s'être efforcés sincèrement de régler un incident malheureux. Le représentant de la République arabe unie aimerait savoir ce que le Secrétaire général pense de la suggestion du représentant de la France quant au libellé de la question.

15. M. FERNANDINI (Pérou) appuie l'inscription de cette question à l'ordre du jour sous le titre suggéré par la France, mais estime qu'il convient d'abord de consulter le Secrétaire général à ce sujet.

16. M. MALECELA (République-Unie de Tanzanie) est opposé à toute proposition visant à modifier le libellé de la question, car le Secrétaire général désire faire examiner le principe concernant l'immunité définie à l'Article 105 de la Charte. Tous les Etats Membres n'ont pas signé la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, mais tous sont liés par la Charte. On peut d'ailleurs douter que le

Bureau soit compétent pour changer le libellé d'une question proposée par le Secrétaire général.

17. M. ZOLLNER (Dahomey) fait remarquer au représentant de la République-Unie de Tanzanie que l'Article 105 concerne les "privilèges et immunités" et non pas une seule immunité. La suggestion du représentant de la France tendant à élargir la portée de la question est donc parfaitement justifiée, et la délégation dahoméenne maintient l'amendement qu'elle a déjà proposé.

18. M. NARASIMHAN (Sous-Secrétaire aux affaires de l'Assemblée générale) déclare que, comme il ressort clairement du paragraphe 4 du mémoire explicatif joint à la demande d'inscription (A/6832/Rev.1), le Secrétaire général demande l'inscription d'une question portant sur une immunité précise, à savoir celle qui est visée à la section 11 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies. Le Secrétaire général préférerait donc naturellement que la question soit libellée de la manière qu'il a lui-même suggérée, et M. Narasimhan n'estime pas qu'il y ait lieu d'élargir le cadre de la question pour y inclure d'autres privilèges et immunités.

19. Si le Bureau pense que l'Assemblée générale doit entamer un débat plus général sur les privilèges et immunités des Nations Unies, il pourra recommander l'inscription d'une question nouvelle divisée en deux rubriques distinctes. La question proposée par le Secrétaire général pourrait être maintenue sous sa forme actuelle en tant que première rubrique; quant à la seconde rubrique, elle pourrait traiter de la question de l'ensemble des privilèges et immunités, comme le suggère le représentant de la France.

20. M. BUFFUM (Etats-Unis d'Amérique) dit que la délégation des Etats-Unis se félicite également de ce que l'incident mentionné par le Secrétaire général dans son mémoire explicatif soit maintenant résolu.

21. Quel que soit le libellé adopté pour la question proposée, les représentants tiendront selon toute probabilité à examiner, outre l'immunité extrêmement importante soulignée par le Secrétaire général, la question de l'ensemble des privilèges et immunités. Par conséquent, il serait bon que le Bureau fasse sienne la proposition de compromis formulée par le Sous-Secrétaire aux affaires de l'Assemblée générale et adopte comme titre de la seconde rubrique du point le libellé détaillé proposé par le représentant du Dahomey.

22. M. MALECELA (République-Unie de Tanzanie) déclare que les éclaircissements fournis par le Sous-Secrétaire aux affaires de l'Assemblée générale ont dissipé tous les doutes quant au sens de la proposition du Secrétaire général. La question porte sur une immunité précise, visée au paragraphe 2 de l'Article 105 de la Charte et à la section 11 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies et, de l'avis de la délégation tanzanienne, le Bureau devrait sans plus attendre en recommander l'inscription à l'ordre du jour sous sa forme actuelle.

23. Si d'autres délégations désirent proposer une question nouvelle différente ou ajouter une nouvelle rubrique à la question proposée par le Secrétaire général, elles devraient soumettre leur proposition

par écrit, avec un mémoire explicatif. Toutefois, une telle procédure ne ferait que retarder l'examen de la question que le Secrétaire général tient à porter à l'attention de l'Assemblée générale.

24. M. BENITES (Equateur) souligne que si le paragraphe 4 du mémoire explicatif mentionne les "privilèges et immunités" au pluriel, le titre de la question proposée ne se réfère qu'à "une immunité importante". Par suite de cette différence, les délégations ont eu tout d'abord quelque doute quant à la portée de la proposition du Secrétaire général, mais leurs doutes sont maintenant dissipés. Le Sous-Secrétaire aux affaires de l'Assemblée générale a souligné de façon parfaitement claire que le Secrétaire général demande l'inscription d'une question portant uniquement sur l'immunité concernant l'arrestation ou la détention. Au cours du long débat, aucune délégation n'a soutenu que la question précise soulevée par le Secrétaire général ne devrait pas être examinée par l'Assemblée générale; le Bureau devrait donc recommander séance tenante d'inscrire la question à l'ordre du jour avec le libellé proposé par le Secrétaire général, étant entendu que ce libellé sera interprété de la façon indiquée par le Sous-Secrétaire aux affaires de l'Assemblée générale.

25. Il se peut qu'il y ait des raisons valables pour proposer un examen général de l'ensemble de la question des privilèges et immunités des Nations Unies, mais toute proposition tendant à inscrire de nouvelles questions ou à prévoir des subdivisions pour certaines questions devrait être présentée dans les formes voulues et examinée à un stade ultérieur.

26. M. BERARD (France) regrette qu'un débat prolongé ait eu lieu à l'occasion d'une proposition initialement présentée par la délégation française pour de simples raisons de logique.

27. Le représentant de la France n'est pas entièrement convaincu à la suite des explications fournies par le Sous-Secrétaire aux affaires de l'Assemblée générale, et il ne voit pas pourquoi le libellé d'une question proposée par le Secrétaire général ne pourrait pas être légèrement modifié par le Bureau. S'il n'est pas modifié, la contradiction entre le libellé de la question et le texte du mémoire explicatif subsistera.

28. Lors de l'examen de la question, même avec le libellé proposé par le Secrétaire général, les délégations se référeront inévitablement à d'autres privilèges et immunités des Nations Unies. Le représentant de la France pense toutefois, comme le représentant de l'Equateur, qu'il serait inopportun de présenter de nouvelles propositions au stade actuel, et si le Bureau décide de recommander l'inscription de la question sous sa forme actuelle, M. Bérard ne soulèvera aucune objection.

29. M. ZOLLNER (Dahomey) déclare que sa délégation n'est toujours pas satisfaite du libellé proposé par le Secrétaire général et n'est pas disposée à transiger sur une question de principe.

30. Le Bureau a placé le Sous-Secrétaire aux affaires de l'Assemblée générale dans une position délicate en lui demandant d'interpréter les intentions du Secrétaire général sans lui laisser le temps de

consulter ce dernier. Le mieux serait d'ajourner la discussion de la question proposée afin de laisser au Secrétaire général le temps de réfléchir aux observations faites par les membres du Bureau et d'envisager la possibilité de soumettre ultérieurement un autre libellé.

31. On créerait un précédent dangereux en considérant comme "une immunité importante" certaine immunité des représentants des Etats Membres.

32. M. FAKHREDDINE (Soudan) souligne qu'il n'est pas question, à l'heure actuelle, de reviser la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies ou d'en élaborer une nouvelle. La délégation soudanaise a toute confiance dans le jugement du Secrétaire général et appuie pleinement la demande d'inscription de la question qu'il a présentée (A/6832/Rev.1). Cette demande devrait être immédiatement mise aux voix.

33. M. FAHMY (République arabe unie) estime également que le Bureau devrait recommander d'inscrire la question telle qu'elle est actuellement libellée. Tout Etat Membre désirant proposer une question différente a parfaitement le droit de le faire de la façon prescrite dans le règlement intérieur, que cet Etat soit représenté ou non au sein du Bureau. Le Bureau n'est toutefois pas autorisé à modifier le libellé d'une question proposée par le Secrétaire général.

34. Il n'est pas nécessaire d'ajourner le débat afin de laisser au Secrétaire général le temps de réexaminer sa demande. Le Bureau devrait prendre une décision sur le champ, comme le suggère le représentant du Soudan.

35. M. FERNANDINI (Pérou) estime, comme le représentant du Dahomey, que le libellé actuel de la question n'est pas satisfaisant et que l'on devrait laisser au Secrétaire général le temps d'envisager un autre titre. Dans ces conditions, le mieux serait de lever la séance.

36. Le représentant du Pérou a lui aussi le plus grand respect pour le jugement du Secrétaire général, mais aucune opinion n'est sacro-sainte et le Secrétaire général lui-même pourrait décider qu'à la réflexion un autre libellé est plus satisfaisant.

37. Sir Leslie GLASS (Royaume-Uni) rappelle que, dans au moins deux cas où il y a eu désaccord sur le libellé d'une question proposée, le Bureau a décidé d'ajourner le débat et a invité les parties intéressées à tenir des consultations privées afin de présenter un libellé acceptable pour tous; le représentant du Royaume-Uni ne voit pas pourquoi cette pratique ne devrait pas être suivie dans le cas présent.

38. Le Sous-Secrétaire aux affaires de l'Assemblée générale a déclaré que le Secrétaire général serait disposé à envisager la possibilité de modifier le libellé de la question, et la délégation du Royaume-Uni appuie donc la proposition d'ajournement.

39. M. NARASIMHAN (Sous-Secrétaire aux affaires de l'Assemblée générale) tient à préciser que dans son intervention, il a mentionné non pas la possibilité de modifier le libellé de la question proposée par le Secrétaire général, mais la possibilité de recom-

mander l'inscription d'une question divisée en deux rubriques, l'une consistant dans la proposition du Secrétaire général sous sa forme actuelle et l'autre se rapportant à la question de l'ensemble des privilèges et immunités. Les observations qu'a formulées le Sous-Secrétaire à propos de la signification de la proposition du Secrétaire général reflètent la pensée du Secrétaire général lui-même, et les consultations proposées à ce sujet par certaines délégations ne modifieront vraisemblablement pas l'opinion du Secrétaire général.

40. M. EL-FARRA (Jordanie) fait sienne la proposition d'ajournement, étant donné qu'un débat prolongé risquerait d'exacerber les divergences qui existent déjà entre les membres du Bureau.

41. M. SEATON (République-Unie de Tanzanie), parlant en qualité de Vice-Président de la Sixième Commission, déclare qu'il ne tient pas à dissuader le Bureau d'envisager la possibilité d'ajournement. Il ne croit toutefois pas que la question proposée nécessite un débat prolongé ou des consultations privées. La confusion initiale créée par l'écart entre le texte du paragraphe 4 du texte du mémoire explicatif et le libellé de la question proposée a été dissipée par le Sous-Secrétaire aux affaires de l'Assemblée générale qui a déclaré sans ambiguïté que la question porte spécialement sur l'immunité concernant l'arrestation ou la détention. Personne n'a soulevé d'objection quant à l'inscription d'une question ainsi définie, et la proposition du Secrétaire général, sous sa forme actuelle, pourrait donc être soumise aux membres du Bureau et adoptée sans délai.

42. M. MALECELA (République-Unie de Tanzanie) ne pense pas que des consultations ultérieures entre les membres du Bureau et le Secrétaire général soient utiles. Comme le représentant du Soudan, il estime que la proposition du Secrétaire général devrait être mise aux voix le plus tôt possible.

43. M. ZOLLNER (Dahomey) tient à préciser que sa délégation ne propose pas d'inscrire une nouvelle question, mais de modifier le libellé de la question proposée par le Secrétaire général.

44. L'argument selon lequel le libellé ne peut être modifié est inacceptable. A la présente session, comme par le passé, le Bureau a décidé de modifier le libellé de questions dont on proposait l'inscription à l'ordre du jour, et il convient d'adopter la même attitude à l'égard de toutes les questions, qu'elles soient proposées par les Etats Membres ou par le Secrétaire général.

45. M. BUFFUM (Etats-Unis d'Amérique) estime que les précédents mentionnés par les représentants du Royaume-Uni et du Dahomey pourraient être suivis dans le cas présent. La délégation des Etats-Unis serait heureuse d'avoir plus de temps pour examiner le libellé proposé par le représentant du Dahomey, et elle appuie donc la proposition d'ajournement.

46. M. FERNANDINI (Pérou) propose formellement que la séance soit levée.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 18 h 55.